



23 février 2024

Dix milliards en moins pour les services publics et pour l'éducation

Les élu·es et élus du RFVE ont pris connaissance avec stupeur des économies budgétaires décidées semble-t-il précipitamment par le gouvernement. En tant qu'élus locaux en charge de l'éducation et de l'enfance, nous sommes bien sûr préoccupés en premier lieu par les économies annoncées dans le premier degré. Les suppressions de postes prévues viendront probablement remettre en cause la limitation des effectifs dans les classes, les dédoublements des grandes sections, mais aussi les ouvertures de classes ULIS et de toutes petites sections. Nous nous posons aussi la question du devenir de la promesse ministérielle de financer l'emploi des AESH sur les temps méridiens.

Ces annonces arrivent alors que les cartes scolaires sont en cours ou déjà négociées. Quels seront les impacts sur la rentrée 2024 ? Comment planifier une politique éducative, lorsque les ministres annoncent des nouveaux besoins en postes pour la mise en place du "choc des savoirs", et virent de bord quelques semaines plus tard avec 11 000 suppressions de postes ? Quel est le cap du gouvernement pour l'éducation ?

Plus généralement, ces économies drastiques sont réalisées au détriment des services publics, et donc au détriment de la population. La recherche, la justice, l'accompagnement vers l'emploi, sont comme l'éducation des secteurs où les besoins sont criants, identifiés depuis de nombreuses années par les acteurs impliqués et qui seront pourtant très touchés par les économies. L'immense coût de rabet dans les politiques environnementales apporte aussi une vive inquiétude. Cet affaiblissement des services publics aura des répercussions directes sur les vies des familles et des enfants de nos territoires. Nous demandons au gouvernement de revenir sur ces décisions.

Contact presse

Émilie Kuchel - présidente

04 78 03 67 22